Communistes pour une autre orientation du Parti Communiste Français !

-- Déclarations, Tracts... --

Déclarations, Tracts...

1er Mai 2006

CPE : La page n’est pas tournée

altercommunistes
lundi 1er mai 2006

Résumé :

tract diffusé dans le rhône

La mobilisation massive des jeunes et des travailleurs a permis de faire reculer le gouvernement. Après le "non" du 29 mai 2005, c est un nouveau succès.

Le Contrat Première Embauche (CPE) destiné aux moins de 26 ans a finalement été retiré par le gouvernement et le Medef. Pour cela, la mobilisation populaire a été historique. Il a fallu attendre plus de dix ans, depuis le mouvement "tous ensembles" de 1995, pour que le pouvoir recule sous la pression des grèves et des manifestations.

C est un succès important parce qu il démontre l efficacité des luttes sociales, ce qui était loin d être le cas après les défaites subies en juillet 2003 sur les retraites ou en 2004 sur l Assurance Maladie. Désormais la mobilisation massive de la jeunesse et des travailleurs contre la précarité appelle d autres batailles et d autres succès.

Historiquement, les grandes avancées sociales ont toujours résulté de grandes luttes et de mobilisations massives nourries de propositions politiques anticapitalistes avancées par un Parti Communiste influent. Rappelons-nous :

- 1936 : victoire du Front Populaire avec des millions de grévistes et de manifestants pour imposer les 40 h et les congés payés.
- 1945 : la classe ouvrière et les forces populaires, grâce à leur engagement déterminant dans la Résistance, imposent les acquis sociaux du Conseil National de la Résistance (Sécurité sociale, statut des fonctionnaires, comités d entreprise, nationalisation d Edf-Gdf, de Renault...).
- 1968 : le plus fort mouvement de grèves et d occupations d usines du siècle en France et la rencontre entre salariés et étudiants dans la rue permettent de fortes augmentations des salaires et de nouveaux droits des salariés...
- 1995 : Après deux décennies de « libéralisme » à la gloire de l entreprise et des profits et ce que certains appellent imprudemment la « fin de l histoire », la force du « tous ensemble » pendant 3 semaines bloque une part des projets gouvernementaux et réaffirme la nécessité de la lutte !

Mais la droite et le patronat n ont pas renoncé et poursuivent leur guerre contre le monde du travail : pour eux, la lutte des classes ne fait pas de pause...

Certes le CPE est retiré et c est une victoire. Mais il est remplacé par des contrats (CJE : contrats jeunes en entreprise) qui aggraveront la précarité des jeunes des milieux populaires et profiteront, comme toujours au patronat sous la forme d une énième exonération de "charges". De même, le CNE et la loi Borloo sur l égalité des chances (apprentissage à 14 ans, travail de nuit à partir de 15 ans, sanctions financières pour les familles en difficultés...) sont toujours en place. Pour le Capital, le Contrat à Durée Indéterminée (CDI) qui permet au salarié de bénéficier d une relative sécurité du travail, est insupportable car il freine les restructurations et la recherche du profit facile !

Cette volonté obstinée de réduire en miette le Code du Travail rejoint la politique de dénigrement des chômeurs, des Rmistes et des sans-papiers traités comme des délinquants. La encore, cette politique est au service de la recherche du profit maximum. Tous les moyens sont bons pour faire

pression sur le monde du travail. Le système capitaliste ne peut se maintenir aujourd hui que par la remise en cause permanente des acquis sociaux, des droits des travailleurs, des services publics...

Pour la civilisation humaine, le capitalisme a fait son temps !

De la même manière, avec l OMC et le FMI, ce système casse les droits et les protections dans les "pays du sud" pour exploiter les hommes et les ressources et faire des profits gigantesques (pétrole, matières premières...), prêt pour cela à toutes les guerres. Chirac a annoncé que la France pourrait désormais utiliser l arme nucléaire pour « défendre ses intérêts vitaux ». Pendant que l industrie militaire devient le coeur du capitalisme, la majorité des africains comme une part importante des pauvres aux Etats-Unis et en Europe s enfoncent dans une misère indigne de notre époque.

L Union Européenne au cœur de la stratégie du patronat...

Si les contrats CNE et CPE ne résultent pas d une contrainte imposée par l Union Européenne, l esprit du CPE était déjà contenu dans les textes du sommet de Lisbonne en mars 2000. C est sur cette base qu a été élaboré en mars 2005 un "pacte européen pour la jeunesse" proposant "d accroître la flexibilité des marchés du travail". Le gouvernement s est donc placé volontairement dans le cadre de cette stratégie. Ce succès sur le CPE est donc aussi un nouveau "non" cinglant à l Union Européenne !

La mobilisation française rejoint les résistances dans le monde.

"Désormais, on va parler aux patrons en français" : les propos de ce responsable syndical des jeunes métallurgistes allemands, traduit la manière dont rejaillissent les luttes en France sur les pays proches. De même, il faut faire connaître et débattre des expériences et décisions des militants de Cuba et du Venezuela qui sont à l heure actuelle des exemples de résistance anticapitaliste. Le gouvernement vénézuélien ne vient-il pas de contraindre le groupe français Total à payer près de 40 millions de dollars d arriéré fiscal, alors qu en France, tous nos dirigeants politiques font aveu d impuissance devant les fabuleux et arrogants profits de Total. Avec la révolte au Népal, la victoire de Moralès en Colombie, le prochain sommet des non alignés qui se tiendra à Cuba en Septembre sera un événement contre les impérialismes, pour l indépendance nationale et la paix !

Pour une politique de rupture avec le capitalisme !

Les élections de 2007 ne serviront qu à créer des désillusions si elles ne font que sanctionner la droite. Nous devons nous appuyer sur le "NON" du 29 mai 2005 qui a permis l expression efficace du vote populaire, la mobilisation de millions de salariés, de la classe ouvrière, de précaires. Pour mobiliser de nouveau toutes ces forces, il faut autre chose que la perspective d une participation

minoritaire du PCF dans un gouvernement dominé par l aile droite du PS. Nous devons proposer au monde du travail un objectif politique de rupture avec cette société, un programme qui porte la remise en cause des privilèges et de la propriété capitaliste.

Il n y a aucune issue dans les combinaisons politiciennes entre organisations pour « représenter » la « gauche de la gauche » ou pour « changer la gauche », alors que la crise sociale et politique laisse la majorité des quartiers populaires en dehors de ces logiques d appareils. C est la reconstruction de l unité du monde du travail, d un espoir populaire de rupture avec cette société violente et inégale qui peut représenter une réelle alternative et fera bouger les représentations politiques.

Post-scriptum :
Pour y contribuer, adhérez au PCF

Nom :

Prénom :

Profession :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

PCF, 48, rue Eugène Maréchal, 69200 Vénissieux :

0472504434,

pcf.venissieux@wanadoo.fr